

Jean (l'hon. M. Daniel), le commerce du Canada—bien que mon honorable ami n'ait pas cité les chiffres—représente, par tête, plus que le double du commerce des Etats-Unis, et égale même par tête celui de la Grande-Bretagne—ce qui est l'indice de l'énorme augmentation de notre activité industrielle, et des forces productives de notre peuple. Or, qu'est-ce que cela signifie? Il y a trente ans, notre commerce produisait en moyenne comme \$40 par tête de notre population. Aujourd'hui, c'est \$125 par tête qu'il faut dire. C'est-à-dire que le Canada produit, aujourd'hui, trois fois autant qu'il produisait, il y a trente ans, et cette force productive est susceptible de s'accroître encore en développant davantage nos grandes industries.

Nous pourrons, sans doute, un jour constater dans notre Parlement que notre force productive et le développement de nos ressources dépassent le niveau de force et de développement atteint par l'Angleterre qui est aujourd'hui, à ce point de vue, à la tête des nations. L'industrie et le commerce offrent plusieurs avantages. Ils ne développent pas seulement les forces physiques et morales d'un peuple. Aucune nation ne saurait s'élever à un haut degré de grandeur, si elle n'est pas jusqu'à un certain point une nation commerciale. C'est pourquoi la Grande Bretagne et plus particulièrement l'Allemagne ont atteint le degré de développement qu'elles possèdent aujourd'hui. Napoléon qui devança en sagesse, sous plusieurs rapports, la génération de son temps, se moquait de l'Angleterre dont il considérait le peuple comme une nation de boutiquiers. L'Angleterre est devenue une grande puissance parce que son peuple a appris comment acheter et vendre. De notre côté, nous qui savons aussi comment acheter et vendre en proportion de la quantité de matières premières tirées de nos forêts, de nos fermes et de nos mines et transformées peut-être par nos manufactures une cinquantaine de fois, pouvons constater que chaque fois que la matière première est transformée par l'industrie manufacturière, cette transformation accroît sa valeur, augmente la richesse du pays, et contribue au maintien du Canada dans la position qu'il a récemment acquise dans le commerce du monde.

Il faut se féliciter de l'augmentation des revenus du pays. Une bourse bien pleine est une bonne chose à posséder, à moins qu'elle ne finisse par tourner la tête de celui qui la possède, ou par le rendre insolent et par trop dominateur. Une bourse pleine a porté le parti républicain aux Etats-Unis à faire à chaque session législative, aux divers états de l'union américaine, une distribution de subventions destinées exclusivement à favoriser le parti républicain de chacun de ces états. En Angleterre, lorsque le revenu augmente et excède ce qui est nécessaire au pays, l'usage est de réduire la taxation. Une réduction d'un penny par livre sterling est faite sur le revenu; ou l'on réduit la taxe sur le thé ou sur quelque autre article de la consommation ordinaire. Mais l'adresse qui nous est maintenant proposée n'indique aucunement que le Gouvernement ait l'intention de faire quoi que ce soit dans ce sens. Quoiqu'il en soit, que cette intention existe ou non, il est non moins satisfaisant de savoir que les relations commerciales que le Canada entretient depuis une quinzaine d'années, ou même depuis une vingtaine d'années, ont pour effet de procurer de l'emploi permanent à notre peuple et de l'enrichir au point de le mettre en état de verser dans le trésor public ses contributions sans se sentir trop obéré. Nous devons nous rappeler, cependant, qu'il ne faut pas exagérer follement nos dépenses, bien que notre revenu soit considérable, et que, dans tous les cas, nous devons appliquer nos revenus de manière à accroître le bien-être du peuple qui crée ces revenus par son travail.

Nous avons une dette nationale considérable; mais qui n'est pas très élevée comparativement à celle de l'Australie et d'autres pays de l'Europe. Mais notre dette nationale n'est pas la seule que nous ayons à supporter. D'après un grand statisticien anglais, nous avons en Canada dix-huit cent millions de dollars, qui ne sont pas de notre propre argent. A quatre pour cent l'intérêt sur ce capital représente soixante-douze millions de dollars par année. Cet intérêt doit être payé avec les produits de l'industrie de notre peuple. C'est une charge qui pèse sur le fermier sous une forme